

Date de dépôt : 11 mai 2022

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la politique de la solidarité internationale pour l'année 2021

Mesdames et
Messieurs les députés,

Conformément à l'article 4 de la loi sur le financement de la solidarité internationale, du 4 octobre 2001 (LFSI; rs/GE D 1 06), le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport annuel sur le thème de la solidarité internationale.

1. Introduction

L'année 2021 a marqué les 20 ans de la loi cantonale sur le financement de la solidarité internationale, une opportunité de faire le point sur les engagements du canton dans ce domaine et les défis actuels dans lesquels la politique de solidarité s'inscrit. Une publication a permis de rendre compte des moments clés et des principaux engagements du canton ces 20 dernières années, mais également de rendre hommage à celles et ceux des milieux politique et associatif qui ont œuvré à l'élaboration et à l'adoption de cette loi, ainsi qu'à toutes les personnes qui lui donnent vie depuis, que ce soit au sein du service cantonal de la solidarité internationale où à travers des partenaires engagés à Genève et sur le terrain.

Genève bénéficie d'un écosystème exceptionnel : une étude publiée en 2019 faisait état de plus de 700 associations et organisations non gouvernementales (ONG) actives dans la coopération internationale. Près de 430 d'entre elles travaillent avec les organisations internationales et constituent ce que l'on nomme souvent le « troisième pilier » de la Genève internationale.

L'engagement de ces acteurs et de la population genevoise en faveur de la solidarité témoigne de l'attachement particulier de notre canton aux valeurs d'humanité et à l'Esprit de Genève.

2. Une année marquée par la crise

L'année 2021 a une fois encore été marquée par la crise sanitaire qui a affecté la planète entière. Si la pandémie semble avoir épargné l'Afrique et les pays les moins développés des pires scénarios envisageables, ses conséquences sont importantes. Manque de tests et de vaccins, pression sur les systèmes de santé : la pandémie nous a rappelé que, si parfois nous sommes tous égaux face à la maladie, nous ne le sommes pas face à l'accès aux soins. Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 a considérablement ralenti, voire inversé, les progrès qui avaient été réalisés dans l'atteinte des 17 objectifs de développement durable (ODD), avec un impact très fort sur l'emploi, les inégalités et la faim.

La crise sanitaire a également complexifié le travail des ONG, tant sur le terrain qu'à Genève. Une enquête réalisée en 2021 par le Centre d'accueil de la Genève internationale (CAGI) a mis en évidence les défis auxquels les ONG sont confrontées. Celles-ci ont dû considérablement s'adapter, en adoptant de nouvelles manières de travailler et en accélérant la digitalisation et les opérations à distance.

L'étude souligne également que l'impact du COVID-19 dans le futur rôle des acteurs de la coopération va dépendre des engagements des collectivités publiques, qui doivent abriter des fonds parmi les différentes priorités politiques et économiques que la crise sanitaire et économique a créées.

3. Le budget de la solidarité internationale en 2021

Le montant attribué à la solidarité internationale a été de 17 225 899 francs, dont 16 098 000 francs ont été destinés à des subventions (cf. annexe 1).

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a bénéficié d'un soutien de 4 500 000 francs et la Fédération genevoise de coopération (FGC) de 3 millions de francs. Un montant de 1 548 000 francs était prévu à titre de participation au loyer des missions diplomatiques de pays moins avancés (PMA) pour soutenir leur présence à Genève. Médecins sans frontières (MSF) a reçu 1 million de francs pour les actions d'aide humanitaire d'urgence.

Le service de la solidarité internationale a octroyé 6 050 000 francs pour des projets d'aide au développement et d'aide humanitaire ainsi que pour le soutien à des manifestations en relation avec la Genève internationale.

4. Financements accordés par le canton de Genève en 2021

Le budget de la solidarité internationale a permis de financer 66 projets, dont 36 nouveaux projets et de respecter des engagements qui avaient préalablement été pris sur 30 projets pluriannuels qui étaient en cours de réalisation début 2021.

La liste complète des projets financés figure en annexe 2. L'Afrique reste le continent qui reçoit le plus d'aide du canton (39% des financements). Le continent africain présente toujours des indices élevés de pauvreté et des besoins en constante augmentation. Le nombre de demandes venant des associations travaillant en Afrique, dont plusieurs de la diaspora, reste très élevé.

Les projets de défense des droits humains ont bénéficié de 1 603 925 francs. Avec la pandémie actuelle, certaines des activités prévues impliquant la participation d'acteurs de la société civile dans le suivi des travaux du Conseil des droits de l'homme ont dû être reportées ou réalisées en virtuel.

Les projets en relation avec le changement climatique et le développement durable ont reçu 969 700 francs. La santé globale est l'un des pôles d'expertise de Genève et de nombreuses organisations locales et internationales sont actives dans ce domaine. En 2021, 820 000 francs ont été octroyés à cette thématique. Quant à la collaboration en faveur des projets humanitaires des Hôpitaux universitaires de Genève, elle a été de 486 096 francs.

Le service de la solidarité internationale a dû suivre les financements, octroyés en 2019 et en 2020, dont les activités avaient été reportées en raison de la pandémie.

En outre, ledit service a reçu 20 demandes qui ont été considérées comme hors critères et ne pouvant faire l'objet d'une subvention du canton.

5. Projets par domaine d'intervention

Après 20 ans de fonctionnement du service de la solidarité internationale, le canton porte aujourd'hui une réflexion sur le type de financements alloués. Ceux-ci sont principalement adressés à des partenaires avec lesquels s'est établie une relation de confiance découlant d'une collaboration de longue date. L'expérience de ces dernières années donne à voir une concentration des efforts dans 4 domaines clés de la Genève internationale : les droits humains, la santé globale, la lutte contre le changement climatique et le soutien aux manifestations de la Genève internationale, sans pour autant négliger, malgré les ressources limitées, l'importance du soutien à la

formation et à l'éducation, ainsi que celui adressé aux institutions académiques genevoises.

Tous les projets soutenus s'inscrivent dans le cadre de l'agenda 2030 adopté en 2015 par les Etats membres des Nations Unies. Le canton soutient des organisations internationales mais entend également continuer d'apporter son aide à des associations de la société civile qui s'engagent, parfois de manière entièrement bénévole, pour améliorer la qualité de vie des personnes en situation difficile dans les pays moins avancés.

5.1 Droits humains



L'ODD 16 : « La paix, la justice et les institutions efficaces constituent l'ODD 16. Il prévoit de réduire toutes les formes de violence et les taux de violence qui y sont associés. Il veut mettre fin à la maltraitance, l'exploitation, la traite et toutes formes de violence et de torture dont sont victimes, principalement, les enfants ».

Genève, capitale humanitaire et des droits humains, siège du Conseil des droits de l'homme, se doit de prêter un intérêt particulier à la défense des droits humains et à l'application du droit international humanitaire.

Un montant de 1 603 925 francs a été attribué à des associations genevoises actives dans la protection des défenseurs des droits humains, dans la lutte contre la violence, dans le soutien aux victimes ou encore dans le renforcement des institutions. Cela a permis de financer 16 projets (24% des projets financés en 2021).

La lutte contre les pratiques discriminatoires qui conduisent aux crimes d'honneur en Jordanie ou des programmes de lutte contre l'excision et les violences faites aux femmes sont inclus dans ces financements.

Un nouvel accord a été signé avec l'Association pour la prévention de la torture (APT) pour un programme qui encourage la transformation et les changements durables dans les pratiques et la culture policières. Il entend contribuer à des systèmes de justice pénale qui traitent toutes les personnes avec dignité et équité.

L'ONG TRIAL International continue ses activités au Népal, malgré la situation politique instable couplée à la pandémie de COVID-19 qui a rendu plus difficile la mise en place des activités. Le travail de plaidoyer auprès du gouvernement népalais pour la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil des droits de l'homme figure également comme l'un des défis majeurs du projet.

5.2 Projets environnementaux

Depuis 2018, sur recommandation de la commission consultative de la solidarité internationale (CCSI), le canton accorde une importance particulière aux projets en relation avec l'environnement et le changement climatique. Ainsi, près de 1 million de francs par année sont réservés à ce domaine, en finançant des organisations basées en Suisse, en favorisant des projets sur le moyen-long terme (2-3 ans) et en encourageant des partenariats multipartites.

Les projets soutenus en 2021 s'inscrivent majoritairement dans le cadre des ODD 2 et 6.



L'ODD 2 : éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.



L'ODD 6 : garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

En 2021, 969 700 francs ont été attribués à 12 projets environnementaux portant notamment sur la promotion d'une agriculture durable, comme au Kenya pour renverser le processus de dégradation des sols et renforcer la résilience climatique des communautés (association OneAction), ou la lutte contre l'insécurité alimentaire au Sénégal (Union internationale pour la conservation de la nature).

D'autres projets portent sur la protection de la forêt, au Pérou et à Madagascar, ou l'accès à l'eau potable en Somalie.

5.3 Santé

Dans le domaine de la santé, le fonds de la solidarité internationale a attribué 1 288 096 francs pour les projets en relation avec l'ODD 3.



L'ODD 3 vise la bonne santé et le bien-être et concerne principalement les mères et les enfants, la lutte contre les épidémies et l'accès aux soins.

Genève est la capitale de la santé globale et plusieurs organisations internationales établies à Genève travaillent avec les organismes des Nations Unies (OMS, UNICEF, GAVI) pour améliorer les conditions de vie des personnes sur le terrain.

En 2021, des financements ont été attribués pour des projets de la Fédération mondiale du cœur au Mozambique, du Partenariat mondial pour la recherche et le développement des antibiotiques (GARDP) en Thaïlande ou de Médecins du monde (MDM) au Bénin. Ces projets s'inscrivent respectivement dans la prévention des maladies cardiaques, la lutte contre la résistance aux antibiotiques et la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre.

En collaboration avec les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le canton continue de soutenir le projet de prévention et de prise en charge des maladies non transmissibles au Népal et au Cameroun, le développement de la chirurgie pédiatrique au Burkina Faso et le projet du « Stéthoscope intelligent pour détecter les pneumonies chez l'enfant », une innovation développée en collaboration avec les HUG, la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture (HEPIA) et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL).

5.4 Education et formation



L'ODD 4 vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Chaque année, une partie du fonds est octroyée à des étudiants de pays en développement afin de leur permettre de venir à Genève compléter leur formation dans des domaines en relation avec la coopération internationale et l'aide humanitaire. Les établissements ayant bénéficié de cette aide ont été principalement l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), le Centre d'études humanitaires de Genève et l'Université de Genève.

Un montant de 482 500 francs a été attribué pour des formations continues à des étudiants provenant de pays en développement.

Comme en 2020, la crise sanitaire a demandé une adaptation des formations qui ont dû se tenir, dans plusieurs cas, en ligne ou en hybride. Le canton a dû faire preuve de flexibilité pour permettre aux organisateurs d'adapter leurs curriculums afin de favoriser les formations à distance.

Le fonds de la solidarité internationale a financé 2 organisations travaillant sur des programmes d'éducation pour les filles et les jeunes femmes en Afghanistan. Malgré l'arrivée des Talibans au pouvoir en août 2021, les deux associations poursuivent leur engagement sur place, dans des conditions parfois très difficiles.

Au total, plus de 385 000 francs ont été consacrés en 2021 aux projets d'éducation et de formation.

5.5 Aide humanitaire

Le canton a signé une convention en 2020 avec Médecins sans frontières (MSF) Suisse afin de formaliser le soutien que le canton octroyait régulièrement à l'organisation pour ses projets d'urgence et d'aide humanitaire. Entre 2020 et 2021, les fonds du canton ont permis de garantir une aide médicale aux populations affectées par des crises humanitaires (en République démocratique du Congo et au Yémen), d'assurer une réponse aux épidémies (au Niger et au Tchad) et d'offrir des soins adaptés aux victimes de violences sexuelles (au Honduras).

D'autres aides humanitaires ont été soutenues, telles que la réponse humanitaire de la Croix-Rouge suisse au Bangladesh dans les camps de réfugiés rohingyas ou l'assistance mécanique pour le déminage des engins explosifs en Irak de la Fondation suisse de déminage (FSD).

Un soutien financier a également été attribué à « The New Humanitarian », agence de presse à but non lucratif, dont l'objectif est de fournir des informations et des analyses des crises humanitaires mondiales par l'intermédiaire d'un journalisme de terrain. Il est important d'avoir des sources d'informations indépendantes qui puissent informer les décideurs et les acteurs dans les réponses aux crises humanitaires actuelles.

5.6 Actions et manifestations à Genève

La Genève internationale a continué de voir beaucoup de ses activités perturbées dans le cadre de la crise de la COVID-19. Un grand nombre de manifestations et d'activités liées aux agences des Nations Unies ont été annulées ou se sont déroulées en virtuel. Le nombre de représentantes et représentants des pays du Sud en visite à Genève a fortement diminué. Des réflexions sont toujours en cours sur l'avenir des manifestations à Genève et l'importance de garder les contacts entre les délégués des pays du Sud et les organisations internationales.

Ce fonds permet également de soutenir le travail de la Commission internationale des juristes (CIJ) à Genève, point focal mondial d'expertise et d'action sur l'indépendance et la responsabilité des juges, des avocats et des procureurs.

D'autres manifestations, mettant en valeur l'engagement de Genève dans la promotion des droits humains ou dans la protection et le plaidoyer des défenseurs, ont également reçu une contribution de l'Etat, comme le Prix Martin Ennals ou le « Young Activist's Summit ». Ce dernier permet de mettre en lumière l'entrepreneuriat social de jeunes du monde entier qui cherchent des solutions innovantes aux problèmes auxquels ils sont confrontés, et de susciter des échanges et des discussions avec les jeunes du canton.

6. Evaluation et suivi des projets

Selon les procédures du service, pour les projets pluriannuels, les tranches financières annuelles sont versées suite à la validation des rapports intermédiaires.

Tous les projets qui ont obtenu un accord de financement avant 2021 ont ainsi fait l'objet d'un suivi du service. Les conditions difficiles des ONG et des partenaires ont conduit aux révisions budgétaires et opérationnelles d'une trentaine de projets et à la clôture de 31 dossiers. Les associations ont fourni 74 rapports opérationnels et financiers correspondant aux projets soutenus en 2019 et 2020.

Suite à la situation sanitaire, les visites programmées pour le suivi des projets sur le terrain en 2021 ont été annulées.

7. Les 20 ans de la loi sur le financement de la solidarité internationale

Le 4 octobre 2021, un événement au Campus Biotech a été organisé pour commémorer les 20 ans de la loi sur le financement de la solidarité internationale. En effet, le 4 octobre 2001, le Grand Conseil genevois se fixait l'objectif, ambitieux, de consacrer 0,7% de son budget annuel de fonctionnement à la solidarité internationale. Il s'agissait d'une première en Suisse qui a eu valeur d'exemple dans d'autres cantons. Genève soulignait ainsi son engagement déterminé en faveur de la solidarité internationale.

Une présentation de l'impact des projets soutenus, des informations sur les activités réalisées et quelques chiffres ont été partagés avec l'audience. A titre d'exemple, plus de 2 000 projets ont été financés, 342 associations ont été soutenues et plus de 1 000 bourses d'études ont été données à des étudiants du Sud venus se former à Genève.

La conseillère d'Etat chargée de la solidarité internationale, Mme Nathalie Fontanet, a introduit la soirée à laquelle ont assisté 3 anciens conseillers d'Etat qui avaient eu la responsabilité du service de la solidarité internationale dans le cadre de leur mandat. Une mention particulière a été faite par l'ancien conseiller d'Etat, M. Carlo Lamprecht, qui avait soutenu le projet de loi en 2001.

Plus de 225 personnes ont participé à la soirée – partenaires, associations, institutions académiques, représentants de collectivités publiques et des organisations internationales.

Une brochure électronique, accessible sur le site de l'Etat, a été élaborée à l'occasion de ces 20 ans de la loi sur le financement de la solidarité internationale.

Si le pourcentage consacré par le canton reste de l'ordre de 0,2% les montants alloués ont augmenté parallèlement à la croissance des charges figurant au budget de l'Etat. Le montant annuel a évolué de 10 millions de francs en 2003 à plus de 17 millions de francs en 2021. En dehors de ces contributions du fonds de la solidarité internationale, le canton participe également à travers des projets de coopération de l'Université de Genève, des HUG et des projets de la Genève internationale.

8. Fédération genevoise de coopération (FGC)

A la suite de son adoption par le Conseil d'Etat le 19 août 2020, la loi accordant une aide financière annuelle de 3 millions de francs à la Fédération genevoise de coopération (FGC) pour les années 2021 à 2024 (loi 12754) a été votée par le Grand Conseil en date du 20 mai 2021 et promulguée par arrêté du 25 août 2021.

En 2021, la FGC a collaboré aux différents événements organisés pour les 20 ans de la loi sur le financement de la solidarité internationale et a publié la brochure « Solidarité Genève Sud » qui présente et analyse, tous les 5 ans, les statistiques concernant les engagements des collectivités publiques genevoises dans la solidarité internationale.

L'interprétation des données recueillies montre que les montants totaux alloués à la solidarité internationale sont en légère augmentation, bien que les collectivités publiques genevoises s'éloignent de l'objectif de 0,7%.

Si en 2021 la FGC a encore dû renoncer à organiser certaines activités de sensibilisation et d'information pour le grand public en raison de la situation sanitaire, elle a pu assurer ses autres prestations, notamment l'examen et le suivi des projets soumis par ses organisations membres et le renforcement des capacités de ces dernières, tant en présentiel qu'à distance.

9. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

Le financement du CICR repose sur des contributions provenant des Etats signataires des conventions de Genève, des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, d'organisations supranationales telles que l'Union européenne, de diverses collectivités locales et de sources privées. Chaque année, le CICR lance des appels pour couvrir les coûts prévus de ses activités.

Face à la multiplication et l'aggravation des conflits, et à leur complexification à cause des crises sanitaires, environnementales et économiques, les besoins financiers sont toujours plus importants, notamment à cause des problèmes logistiques. Le budget du CICR en 2021 a augmenté de 5,5% par rapport à celui de 2020. Il a presque doublé par rapport à celui de 2012. Pour 2022, il devrait se stabiliser autour de 2,3 milliards de francs.

La convention de partenariat entre le canton de Genève et le CICR vise la réalisation de projets d'aide humanitaire que le CICR mène sur le terrain, dans le contexte particulier des conflits oubliés. Le processus pour le choix des conflits oubliés se fait, chaque année, en accord avec le service de la solidarité internationale (SSI) de la direction des affaires internationales (DAI).

En 2021, le financement du canton a été attribué à des contextes moins médiatisés, comme la Géorgie, les Philippines, le Sri Lanka et le Pérou (bureau régional de Lima).

10. Aide aux missions diplomatiques des pays les moins avancés (PMA)

Le Conseil d'Etat a adopté en 2012 un arrêté définissant les modalités de l'aide que l'Etat de Genève octroie depuis 1995 aux missions des pays les moins avancés auprès des institutions internationales établies à Genève. Cette aide s'inscrit dans la politique de l'Etat hôte, qui vise à renforcer la place de la Genève internationale, en favorisant la présence à Genève de tous les pays membres des Nations Unies.

En 2021, sur les 46 pays reconnus comme PMA par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 40 ont bénéficié d'une subvention cantonale pour soutenir leur présence à Genève. Six autres pays n'ont pas de représentation diplomatique à Genève. Les départs annoncés en 2020 de la mission des Iles Salomon et de la République du Bénin ont été confirmés. Le montant maximum fixé pour cette contribution est de 3 000 francs par mois et par pays.

La participation financière du canton aux loyers de ces missions diplomatiques a été de 1 415 045 francs. Aucune nouvelle mission ne s'est installée à Genève en 2021.

11. Les relations avec les autres collectivités publiques

Le 8 octobre 2021 s'est tenue la 14^e rencontre annuelle entre le canton de Genève et les représentants d'une quinzaine de communes genevoises actives dans la coopération au développement et l'aide humanitaire. La Ville de Genève a accueilli cette rencontre à l'auditorium du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), en présence de M. Alfonso Gomez, conseiller administratif chargé du département des finances, de l'environnement et du logement, qui a ouvert la séance.

Pour donner suite aux discussions tenues antérieurement, sur l'importance d'accompagner les petites associations de la diaspora qui sollicitent des fonds des collectivités publiques, la Ville et le canton se sont associés pour organiser des ateliers de formation dispensés par l'association Isango en automne 2021. Une dizaine d'associations partenaires de la Ville et/ou du canton ont ainsi pu bénéficier d'un renforcement des capacités en matière de gestion de projet, de formulation des demandes de soutien, de suivi et d'évaluation, afin de mieux répondre aux exigences des bailleurs de fonds publics.

12. Perspectives

La crise liée à la pandémie que nous avons vécue depuis 2020 a montré les fragilités et la très forte interdépendance des sociétés à l'échelle de la planète. Elle a ainsi démontré la nécessité de travailler tant à l'échelle locale qu'internationale, de disposer d'organes de coordination et de partage d'information au niveau global, et d'impliquer les acteurs issus des mondes politique, économique, scientifique et de la société civile dans la construction de solutions.

A la pandémie s'ajoutent les conflits, désormais proches de la Suisse, et bientôt, les effets du changement climatique. Les besoins ne cesseront d'augmenter, tout comme la nécessité de développer des formes de flexibilité et de résilience. Forte de son engagement dans la coopération internationale et la solidarité, et de son écosystème unique de la Genève internationale, Genève est idéalement positionnée pour cultiver un savoir-faire et développer une approche des crises à différentes échelles.

Le canton de Genève doit ainsi poursuivre son engagement en faveur des organisations et des associations qui sont présentes sur le terrain, tant sur le plan de l'aide humanitaire qu'au niveau des projets d'aide au développement.

Les acteurs de la coopération repensent aujourd'hui leurs modes de fonctionnement. Le recours croissant à des méthodes de travail hybrides, l'accélération du travail en réseau ou encore la mise en place de plateformes thématiques et géographiques garantissent des formes de collaboration plus efficaces pour lesquelles une participation plus importante des acteurs locaux est indispensable.

Les mécanismes de financement de ces acteurs et de leurs projets doivent aussi évoluer pour donner davantage de flexibilité aux organisations, tout en respectant la traçabilité de l'utilisation des fonds.

De nouvelles compétences sont également indispensables afin de pouvoir les rendre plus efficaces face aux défis contemporains, que ce soit dans la défense contre les cyberattaques et dans les efforts de réduction de l'empreinte carbone.

Finalement, les liens avec les organisations internationales, entre les acteurs de la coopération et avec d'autres secteurs doivent être cultivés et renforcés, car c'est bien cet écosystème unique qui constitue la valeur ajoutée de Genève.

Ces prochaines années, le canton devra prendre acte des transformations en cours et adapter ses instruments de soutien pour permettre aux organisations d'être efficaces, tout en développant les compétences présentes dans l'écosystème. Il s'agira de se concentrer principalement sur les pôles d'excellence de la Genève internationale qui concernent la santé globale, les droits humains, l'environnement et l'éducation. Genève devra également continuer à soutenir ses partenaires privilégiés, tels que la FGC qui garantit le travail de la société civile dans l'aide au développement, et le CICR, principal acteur de l'aide humanitaire.

Des liens renforcés avec les acteurs académiques, notamment l'Université de Genève et l'IHEID, ainsi qu'avec les HUG devraient permettre d'améliorer l'efficacité de nos actions et mettre en valeur les autres engagements genevois en matière de solidarité internationale.

Le canton a une place importante à jouer afin de garantir le rayonnement international de Genève. A cet égard, la création en 2020 de la direction des affaires internationales (DAI), qui regroupe les services de la Genève internationale et de la solidarité internationale, s'inscrit pleinement dans cette volonté de participer activement au renforcement de cet écosystème unique et en constante évolution que représente la Genève internationale.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Michèle RIGHETTI

Le président :
Serge DAL BUSCO

Annexes :

- 1) *Budget 2021 de la solidarité internationale*
- 2) *Liste des projets soutenus en 2021*
- 3) *Liste des membres de la CCSI*
- 4) *Répartition géographique des projets subventionnés*
- 5) *Répartition financière par domaine d'intervention*

Budget 2021

Total SI 2021	Budget	Comptes	Commentaires
01220401	17'225'899		
Subventions accordées:	16'098'000	15'928'346	
➤ FGC	3'000'000	3'000'000	Contrat de prestations
➤ CICR	4'500'000	4'500'000	Selon convention
➤ MSF	1'000'000	1'000'000	Selon convention
➤ Aide aux missions des pays les moins avancés	1'548'000	1'415'045	40 missions PMA
➤ Aide aux pays en développement	6'050'000	6'013'301	

ANNEXE 2

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DES RESSOURCES HUMAINES

SERVICE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - PROJETS SUBVENTIONNÉS 2021

Droits humains et promotion de la paix	1'603'925
BUREAU INTERNATIONAL CATHOLIQUE DE L'ENFANCE, Côte d'Ivoire Enfance sans Barreaux	22'772
JUSTICE RAPID RESPONSE ASSOCIATION, Guatemala Soutien au Ministère Public / Renforcement des capacités	30'000
PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, Honduras Protection et renforcement des personnes défenseuses des droits humains et des organisations locales	30'000
FONDATION SURGIR, Jordanie Combattre les pratiques discriminatoires qui conduisent au crime d'honneur en Jordanie	30'000
IAMANEH, Sénégal Vivre sans la peur de l'excision ni des grossesses précoces/non désirées	40'000
TRACK IMPUNITY ALWAYS (TRIAL), Népal Lutte contre l'impunité au Népal et soutien aux victimes de crimes internationaux dans leur quête de justice	60'000
ASSOCIATION VIVERE, Pays du golfe Persique et pays de l'Est de l'Europe Lutte contre le trafic d'êtres humains, assistance et protection des victimes	60'000
DÉFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL (DEI), Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) Ensemble pour la justice - Promouvoir une justice adaptée aux enfants dans la région Afrique du Nord Moyen Orient, Liban, Mauritanie et Yémen	90'000
KROUSAR THMEY SUISSE, Cambodge Soutien au Programme Protection de l'Enfance de Krousar Thmey	100'000
CASA ALIANZA SUISSE, Honduras Protection des droits humains et prise en charge des enfants survivants de violences, déplacés (internes ou à l'international)	136'153
CENTRE POUR LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES, Afrique Appui à la société civile dans la mise en oeuvre des droits civils et politiques : programme Afrique	145'000
HANDICAP INTERNATIONAL SUISSE, Egypte Développement des enfants en bas âge égyptiens et réfugiés en situations de handicap dans les communautés vulnérables du Grand Caire	150'000
APPEL DE GENÈVE, République démocratique du Congo Protection des civils et accès humanitaire au Nord Kivu	150'000
ASSOCIATION PRÉVENTION DE LA TORTURE, Monde Pour un système de justice pénale qui traite toutes les personnes avec dignité et équité	180'000
COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES, Monde Promouvoir l'indépendance des juges et des avocats en tant que principaux défenseurs des droits de l'homme	180'000

ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE, Monde

Assister, accompagner et renforcer les capacités des défenseurs des droits humains, pour une protection et un impact durable 200'000

Éducation et Formation	385'000
-------------------------------	----------------

MAASAI AID ASSOCIATION, Kenya

3 classes d'école, 11 sanitaires et 7 séminaires contre l'excision au Kenya 25'000

THÉÂTRE SPIRALE, Sénégal

Le Pont - projet de formation et de développement par le théâtre 30'000

FONDATION WOMANITY, Afghanistan

Girls Can Code - formation pour femmes aux nouvelles technologies 40'000

FONDATION MIDDLE EAST CHILDREN'S INSTITUTE INTERNATIONAL, Jordanie

"Drop-Out" - Un programme d'éducation non-formelle certifié pour les adolescents déscolarisés réfugiés et défavorisés de Jordanie 40'000

ASSOCIATION FRANÇOIS-XAVIER-BAGNOUD, Myanmar

Permettre à de jeunes défavorisés du Myanmar d'acquérir les compétences professionnelles et personnelles qui leur permettront d'accéder à un emploi décent et à une vie empreinte de dignité 50'000

NAI QALA, Afghanistan

Une école primaire pour Dou Aab 60'000

ASSOCIATION SUISSE DES AMIS DE SOEUR EMMANUELLE, Soudan

Centre de formation professionnelle et de développement communautaire (CFPDC) de Lologo, à Juba 140'000

Aides aux études et à la formation	482'500
---	----------------

CENTRE UNIVERSITAIRE ROMAND DE MÉDECINE LÉGALE, Genève

Certificate of Advanced Studies (CAS) en droit, médecine légale et science forensique en Afrique, année académique 2021-2022 32'500

CENTRE INZONE - UNIVERSITÉ DE GENÈVE, Monde

Education en situation d'urgence : Bourses d'études pour participants issus de pays en développement à 3 CAS 120'000

CENTRE D'ETUDES HUMANITAIRES, Genève

Bourses pour étudiants provenant de pays en voie de développement pour des formations en Master of advanced studies (MAS) et Diploma of advanced studies (DAS) en Action humanitaire 150'000

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT (IHEID), Monde et Genève

Executive Master in Development Policies and Practices (DPP) 180'000

Environnement	969'700
----------------------	----------------

ASSOCIATION LECTURES PARTAGÉES, Colombie

La Tulpa, un renouveau pour la petite agriculture familiale - Soutien à la production et à la commercialisation de produits agro-écologique dans le département de Nariño, Colombie (phase 2) 29'000

AQUA ALIMENTA, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali

Développement et Autonomie / BF 20 / Perspectives florissantes pour les paysans d'Afrique de l'Ouest 30'000

SOLAFRICA, Kenya

Solar Learning pour les perspectives professionnelles au Kenya 30'000

ONEACTION ASSOCIATION, Kenya

Renverser le processus de dégradation des sols et renforcer la résilience climatique des communautés du Samburu et du Kajiado 45'000

H2O-ÉNERGIES, Kenya

Kiswaro Water Project 55'700

NOUVELLE PLANÈTE, Pérou

Projet de protection de la forêt, par la titularisation foncière de 15 communautés indigènes dans le Bas-Ucayali, dans la région du Loreto 60'000

SOUTIEN SANS FRONTIÈRES, Somalie

Accès et gestion durable de l'eau potable en Somalie 60'000

ECOFORMATION, Madagascar

Centre de formation et de développement forestiers à Madagascar 100'000

FONDATION ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE (EPER), Sénégal

Vivre Mieux de la Mangrove dans le Delta du Saloum (VIMASA) 100'000

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE, Sénégal

Projet de renforcement de la résilience des populations vulnérable à l'insécurité alimentaire au Sénégal - PREVIAS - (phase II) 100'000

FONDATION BIOVISION, Tanzanie

Coopération économique entre des familles de cultivateurs et d'éleveurs en Tanzanie 180'000

SWISSCONTACT, Bolivie

Marchés pour le recyclage en Bolivie : des entreprises respectueuses de l'environnement (ERE) recyclent des matériaux du secteur des transports 180'000

Santé	820'000
--------------	----------------

FONDATION GOUTTE D'EAU - A CHILD SUPPORT NETWORK, Cambodge

Centre d'excellence en handicap à Neak Loeung 40'000

WORLD HEART FEDERATION, Mozambique

Des Couleurs pour le Cœur 100'000

LES AMIS DE SENTINELLES, Burkina Faso et Niger

Prise en charge médico-sociale des enfants atteints de noma ou d'autres affections du visage au Burkina Faso et au Niger 150'000

MÉDECINS DU MONDE, Bénin

Prévention et prise en charge des violences basées sur le genre dans les départements du Littoral, Zou, Borgou et Alibori - Phase III 150'000

GLOBAL ANTIBIOTIC RESEARCH AND DEVELOPMENT PARTNERSHIP, Thaïlande

Étude clinique de phase III en Thaïlande visant le développement d'un nouveau traitement contre les formes de gonorrhée résistantes aux traitements actuels 180'000

DRUGS FOR NEGLECTED DISEASES INITIATIVE (DNDI), Soudan

Un traitement pour le mycétome fongique / eumycétome 200'000

Culture / Sensibilisation	130'000
----------------------------------	----------------

TERRAGIR - ENERGIE SOLIDAIRE, Genève

Robin des Watts Energie ? 50'000

THE NEW HUMANITARIAN, Iraq, Syrie et Yémen

Reportages et analyses des crises humanitaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

80'000

Coopération décentralisée / HUG**468'096****HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE, Népal**

Améliorer la sensibilisation, la détection et la prise en charge du diabète, de l'hypertension artérielle, de l'insuffisance rénale chronique et des maladies cardiovasculaires dans l'Est du Népal

138'096

HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE, Monde

Projet pneumoscope

150'000

HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE, Burkina Faso

Plan de développement de la chirurgie pédiatrique au Burkina Faso

180'000

Aide humanitaire**635'000****HELPCODE SWITZERLAND, Mozambique**

Intervention d'urgence dans le district de Mueda, au Mozambique

30'000

SAVE THE CHILDREN, Haïti

Aide d'urgence humanitaire en Haïti suite au tremblement de terre du 14 Août 2021

50'000

FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE, Iraq

Assistance mécanique pour le déblaiement de débris et le déminage des engins explosifs improvisés (EEI) en Irak

125'000

CARITAS, Soudan

Restauration des moyens de subsistance des communautés rurales et semi-urbaines de l'Etat de Torit

130'000

CROIX-ROUGE SUISSE, Bangladesh

Santé primaire et liée à l'environnement dans les camps de réfugiés de Cox's Bazar, Ukhiya, Bangladesh

150'000

HELVETAS, Bangladesh

Crise des réfugiés Rohingya au Bangladesh : amélioration de la sécurité alimentaire, de l'autonomie et des moyens de subsistance

150'000

Manifestations à Genève impliquant des acteurs de pays en développement**519'080****FAWZIA KOOFI (CAGI), Genève**

Prise en charge séjour à l'Hotel Eden

1'680

FORAUS - FORUM DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, Genève

Conférence de l'Open Think Tank Network

5'400

DEV.TV, Genève

Young Activists Summit 2021

30'000

INTERNATIONAL COUNCIL OF VOLUNTARY AGENCIES, Monde et Genève

Strengthening in-country NGO Fora to promote enhanced NGO collective humanitarian response at field level

40'000

FONDATION MARTIN ENNALS, Genève

Renforcer la protection et le plaidoyer des défenseurs et défenseuses des droits humains 2021/2022

40'000

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT (IHEID), Genève

Revue Internationale de Politique et de Développement (DevPol)

60'000

CENTRE DE CONSEILS ET D'APPUI POUR LES JEUNES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME, Burkina Faso et Genève	
Renforcement des capacités des jeunes et suivi de leurs projets en faveur des droits humains	70'000
DOCIP, Genève	
Renforcement de capacités et plaidoyer pour les droits des peuples autochtones	72'000
CENTRE EUROPE-TIERS MONDE, Genève	
Programme Droits Humains (2020-2022)	100'000
UPR INFO, Genève	
Les Pré-sessions à l'Examen Périodique Universel	100'000
Total des projets acceptés par le service de la solidarité internationale	6'013'301
Aide aux missions des pays les moins avancés (PMA)	1'415'045
Contrat de partenariat entre l'Etat de Genève et Médecins Sans Frontières (MSF)	1'000'000
Contrat de prestations entre l'Etat de Genève et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)	3'000'000
Convention entre l'Etat de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	4'500'000
Fonds de lutte contre la drogue	0

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (CCSI)

Présidence**Maria Jesus ALONSO LORMAND**

Directrice du service de la solidarité internationale
Rue du Vieux-Marché 4
1207 Genève
Tél : 022 388 15 43
e-mail : mariajesus.alonso-lormand@etat.ge.ch

Membres internes à l'Etat**Pierre-Yves PETTINA**

DIP
Direction générale de l'enseignement secondaire
II Collège et Ecole de commerce Emilie-Gourd
Rue Le-Corbusier 15
1208 Genève
Tél : 022 782 75 11
e-mail : pierre-yves.pettina@etat.ge.ch

Nicole ROSSET (jusqu'au 31.12.2020)

Bruno LAB (à partir du 1.1.2021)
DES
HUG – Direction des affaires extérieures
NRO: Rue Gabrielle-Perret-Gentil 4
BLA: Rue Gabrielle-Perret-Gentil 6
1205 Genève
Tél : 022 305 41 50
e-mail : nicole.rosset@hcuge.ch
e-mail : bruno.lab@hcuge.ch

Membres externes**Adib NAHAS**

Représentant CICR
CICR
Avenue de la Paix 19
1202 Genève
Tél: 022 734 60 01
e-mail: anahas@icrc.org

Beata GODENZI

Experte coopération
Beata Godenzi
Chemin de la Colline 2
1212 Grand-Lancy
Tél: 079 777 49 83
e-mail: beatagodenzi@gmail.com

Patrick KILCHENMANN

Expert environnement
Dropstone-SARL
Rue Hugo-de-Senger 3
1205 Genève
Tél: 079 194 35 73
e-mail: pkilchenmann@dropstone.ch

Eric BURNIER
Expert santé publique

Eric Burnier
Route de Cara 51
1243 Presinge
Tél: 078 910 43 44
e-mail: burnier.eric@gmail.com

Christophe GOLAY
Expert droits humains

Académie de droit international
humanitaire et droits humains
Villa Moynier
Rue de Lausanne 120B
CP 1063
1211 Genève
e-mail: christophe.golay@graduateinstitute.ch

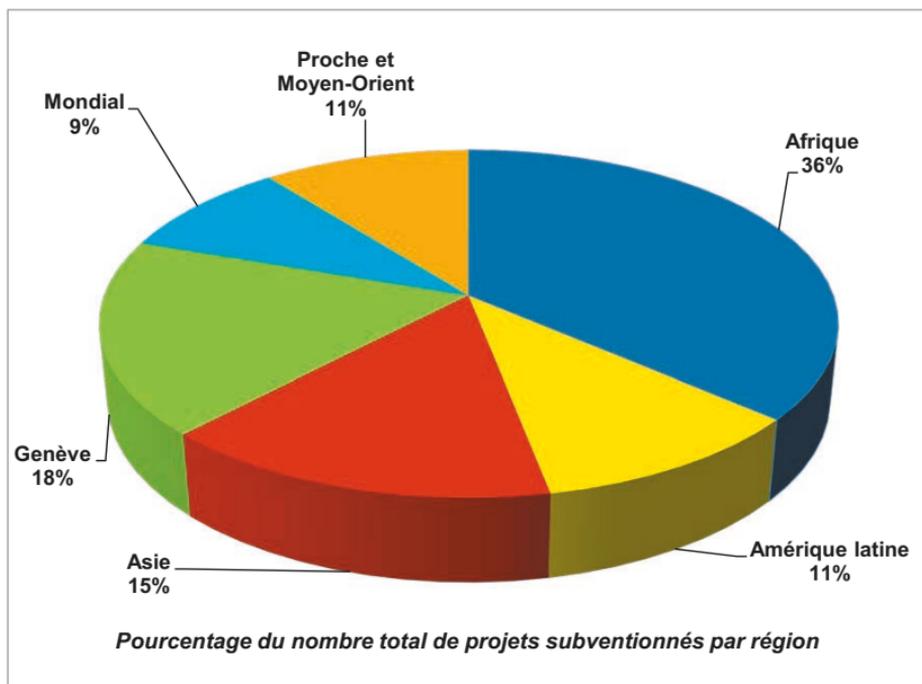
Secrétariat CCSI

Susana SIMOES ABBASI
Chargée de projets

Rue du Vieux-Marché 4
1207 Genève
Tél : 022 388 15 44
e-mail : susana.simoes-abbasi@etat.ge.ch

ANNEXE 4

Répartition géographique des projets de la solidarité internationale en 2021



ANNEXE 5

Répartition financière dans les domaines d'intervention de la solidarité internationale en 2021

